

## Introduction

Florence Haegel

L'atelier électronique sur « Les partis de droite en Europe » inaugure une nouvelle formule dont l'intérêt et le succès devront être jugés à l'aune des discussions qu'elle aura ouvertes et des projets qu'elle pourra susciter. En effet, si ce thème a été choisi, c'est que le déficit des travaux mais aussi des échanges y est particulièrement flagrant. Beaucoup déplorent que les partis politiques soient un objet peu étudié –en tous les cas dans la science politique française<sup>1</sup>, mais la désaffection est encore plus nette s'agissant des partis de droite. L'attrait des recherches sur les partis socialistes ou communistes s'est peut-être émoussé, l'engouement scientifique s'étant porté vers les organisations écologistes ou d'extrême-droite, mais une constante demeure : le faible intérêt suscité par les mouvements de droite. Les chercheurs travaillant sur ces partis, souvent poussés à s'intéresser au sujet parce que les données et les références sont rares, se trouvent alors confrontés à un certain isolement intellectuel. On ne peut donc que remercier l'AFSP de contribuer à rompre cet isolement en donnant l'occasion à ces jeunes politistes européens de présenter et de discuter leurs travaux.

### **Quel est l'apport de l'étude des organisations de droite à la réflexion sur les partis politiques ?**

L'intérêt de cette initiative ne réside pas seulement dans le fait qu'elle comble un manque ou même qu'elle ouvre un débat, il tient aussi au fait qu'elle permet de s'interroger sur la spécifique contribution des études sur les organisations de droite à la réflexion plus générale sur les partis politiques. En effet, l'isolement évoqué s'explique d'abord par la rareté des possibilités de comparaison et d'échanges, mais il est aussi spécifiquement alimenté par le fait que les schèmes d'analyse et les références historiques de la sociologie des partis politiques ont été, le plus souvent, élaborés à partir du modèle des partis de gauche.

Deux thèmes permettent de présenter ce que peut apporter un changement de perspective. Le premier exemple est fourni par l'argumentation de Katz et Mair sur la transformation des partis politiques. Le cœur de leur démonstration est la critique de l'importance accordée au modèle du parti de masse (Katz, Mair 1995 : 6). Plus précisément, ils dénoncent le fait que les chercheurs aient trop insisté sur le rôle d'intégration sociale que les organisations partisans assument, au détriment de l'analyse des liens qu'ils entretiennent avec l'Etat. Il serait certainement faux de partir de l'idée d'une parfaite équivalence entre partis de masse et partis de gauche. Les partis sociaux-démocrates et communistes ont, pour l'essentiel, constitué les références de ces partis d'intégration sociale. Mais tous les partis de gauche ne correspondent pas, ou très imparfaitement, à ce type. Et surtout certains partis de droite, principalement ceux qui revendiquent la tradition démocrate-chrétienne et s'inscrivent dans un milieu confessionnel, émergent, eux aussi, à ce modèle. Il n'en demeure pas moins vrai que de nombreux partis de la droite européenne ont un « modèle génétique » (Panebianco 1988)

---

<sup>1</sup> Quelques signes indiquent toutefois qu'un renversement de tendances est, peut-être, en cours. Ainsi, l'année 2000 a vu l'organisation d'un colloque à Nancy sur « Les partis politiques : quelles perspectives ? » dont les contributions ont été publiées dans Andolfatto et al. (2001). Et l'AFSP organise à la fin du mois un colloque sur « L'analyse des partis politiques : tendances récentes ».

caractérisé par de forts liens, en termes principalement de personnels et de ressources, avec l'Etat. En les étudiant plus systématiquement, on serait sans doute amené à critiquer les perspectives évolutionnistes – manifestes dans l'importance accordée à la question de la convergence des modèles d'organisation- si pesantes dans la littérature sur les partis politiques. On serait aussi conduit à dépasser l'opposition trop tranchée entre les tâches d'intégration sociale et de politisation prises en charge par les partis politiques et leur travail au sein même de l'Etat central et territorialisé.

De la même manière, l'intérêt d'une comparaison des usages partisans (Offerlé 1987) « de droite » et de « de gauche ». Là aussi, il ne s'agit pas de raisonner en les opposant simplement. Un simple examen des différentes organisations de la droite européenne (et même, la confrontation, pour le cas français, des pratiques de l'UDF et du RPR) témoigne de leur diversité. En particulier, il serait schématique de considérer que l'investissement dans tous les partis de droite a pour objectif la simple quête d'une étiquette électorale menée par des individus déjà dotés de fortes ressources sociales. Cet usage existe certainement dans toutes les organisations. Sans doute dans certaines formations de droite plus que d'autres (par exemple, à l'UDF). Peut-être même peut-on considérer que ce type d'usage est particulièrement flagrant dans certains pays. Par exemple, en France, le pluralisme des organisations à droite et l'habitude des candidatures communes négociées entretient la permanence et même, pour ce qui concerne la période récente, la multiplication des candidatures divers droite.

Mais la tâche décisive de distribution des investitures électorales ne peut résumer, à elle seule, la forme prise par la relation partisane à droite. Il reste, en effet, à s'interroger sur l'influence que les univers sociaux spécifiques dans lesquels s'enracinent les partis conservateurs a sur les formes d'investissement que suscitent ces organisations (Sawicki 2001). S'agissant simplement des pratiques militantes, on voit bien l'intérêt de comparer, par exemple, l'exemple du Parti conservateur et celui du RPR. Entre l'organisation britannique, principalement -du moins jusqu'à récemment- constituée de clubs de loisirs, à domination féminine, et où l'on n'évitait de parler politique et un mouvement comme le RPR, plus masculin et fortement marqué par la célébration des principes de cohésion et de discipline, apparaît la diversité des investissements partisans à droite.

L'objectif de l'atelier n'est pas de fournir un bilan de l'état des partis de droite en Europe, mais d'ouvrir des débats et d'engager cette réflexion sur l'apport de l'analyse des organisations de droite à la compréhension plus générale des phénomènes partisans. Il est organisé autour de courtes contributions, en français et en anglais, traitant de trois thèmes : l'accroissement du pouvoir des adhérents, le débat européen et les liens avec les organisations professionnelles, patronales et employées. L'enjeu de cette courte introduction n'est pas de faire la synthèse des contributions présentées, mais de contribuer à lancer la discussion, en espérant qu'elle se poursuivra par d'autres interventions.

### **Des transformations organisationnelles peuvent-elles modifier des cultures partisans ?**

La question organisationnelle est le noyau dur des études sur les partis politiques. Elle tend même à constituer un sous-champ, trop souvent clôt sur lui-même Son renouvellement doit passer par une sorte de décroisement et conduire à interpréter les phénomènes organisationnels en relation avec les acteurs sociaux qui les incarnent, les contextes sociaux

dans lesquels ils s'inscrivent, les éléments idéologiques et culturels qui fondent l'identité du parti (Haegel 2001a).

Ainsi, l'analyse organisationnelle des partis s'est beaucoup consacrée à la discussion de typologies qui, sous des labels différents, signalent essentiellement l'impact croissant des objectifs électoraux sur les partis politiques, la professionnalisation de leur travail de mobilisation électorale et la marginalisation de leurs militants<sup>2</sup>. Or, à rebours –du moins en apparence- des évolutions soulignées, un certain nombre de partis conservateurs européens (c'est le cas du Parti conservateur, de la CDU, du RPR et de l'UDF, c'est en projet pour le PPE) ont récemment modifié leurs règles internes en accordant plus de poids aux adhérents dans la sélection des responsables, voire des candidats ou des programmes.

Quelle importance doit-on accorder à ces réformes ? Doivent-elles être considérées comme des simples opérations de marketing ? S'attacher à étudier leurs effets sur le fonctionnement interne de ces organisations ? Ou, plus largement encore, tenter de saisir, souvent à l'état de traces, les inflexions des cultures partisanes (Lazar 2001) que ces modifications signalent ou induisent ?

Le message « marketing » est évident. Il s'adresse à la fois aux adhérents en tentant de renforcer les rétributions qu'ils trouvent à l'activité partisane et aux électeurs auprès desquelles on espère améliorer l'image du parti. Mais, les effets de l'accroissement des pouvoirs des membres sur le fonctionnement interne sont également aisément repérables. On les saisit tout à fait nettement, par exemple, dans les cas de l'UDF, du Parti conservateur ou du PPE. De manière apparemment paradoxale, pour qui s'attendait à ce que ces réformes conduisent à une translation des pouvoirs vers les entités locales, elles se sont accompagnées d'un mouvement de centralisation, particulièrement visibles dans les organisations jusqu'ici les plus décentralisées<sup>3</sup>. Il est vrai que la clé de voûte de ces réformes est l'élection par l'ensemble des adhérents du leader et qu'elle s'inscrit principalement dans une logique plébiscitaire. Cette prégnance de la logique plébiscitaire signale, d'ailleurs, la pesanteur des cultures partisanes. Dès lors, quelle peut être la portée de ces changements organisationnels ? Contribuent-ils à infléchir les cultures partisanes de droite ? Pour répondre à cette question, il faut d'abord pouvoir établir la spécificité de ces cultures. Dans le cadre d'un tel objectif, l'analyse de la place qu'occupe la notion de conflit dans ces « codes » partisans de droite est une piste à explorer. En effet, si certaines formations de droite fonctionnent d'abord par la recherche du consensus, si d'autres mettent surtout en jeu des mécanismes de délégation à l'autorité, elles ont souvent en commun l'évitement du conflit public. En cela, elles se différencient d'autres cultures partisanes – l'exemple le plus évident est celui des organisations écologistes- qui cultivent et souvent même mettent en scène leurs dissensions internes. Des lors, on peut poser l'hypothèse que si l'on doit attendre des effets des modifications organisationnelles signalées sur les cultures partisanes de ces organisations de droite, ils devraient moins venir de la participation en tant que telle des adhérents mais de la publicité offerte à la compétition interne qu'elles autorisent.

---

<sup>2</sup> Sur ces questions et les discussions qu'elles suscitent, voir notamment Scarrow (1996) et Dalton (2000).

<sup>3</sup> A l'occasion de ces transformations, il est intéressant de noter que les fichiers d'adhérents de l'UDF et du Parti conservateur, jusqu'ici gérés à l'échelon local, ont été centralisés.

## **Le débat européen a-t-il un impact sur les partis de droite ?**

A lire les travaux de science politique, on pourrait tout de suite répondre par la négative à cette question tant les conséquences de l'eupéanisation sur les systèmes partisans sont encore faibles. La logique d'agrégation, plus ou moins cohérente, des partis nationaux dans des groupes européens ne peut, en effet, être prise pour le signe de la construction d'un véritable système partisan à l'échelle européenne (Hix, Lord 1997). Et, cet inachèvement demeurera sans doute tant que l'exécutif européen ne sera pas élu. En outre, à en croire certains (Mair 2000), il serait même difficile de cerner un impact de l'eupéanisation sur les systèmes partisans nationaux. La question européenne n'aurait modifié directement ni le degré de fragmentation partisane (rares seraient les partis nés exclusivement sur le clivage européen) ni le degré de polarisation du système partisan. Ce jugement mérite toutefois d'être partiellement reconsidéré et le réexamen apparaît particulièrement nécessaire s'agissant des partis de droite.

La question européenne a créé, en fait, de véritables clivages au sein d'un certain nombre de partis conservateurs européens. Elle est, par exemple, un objet de controverse dans les partis conservateurs anglais, français et allemands. A des degrés divers selon ces formations, l'attitude à l'égard de l'Europe alimente le débat au sein de ces formations, fonde la constitution de factions ou même motive des scissions. Ainsi, la place qu'occupe le débat sur les réformes constitutionnelles de l'Europe au sein de la CDU/CSU et la récente sélection à la candidature à la chancellerie d'Edmund Stoiber, ministre-président de Bavière et leader de la CSU, témoignent de l'existence dans la droite allemande de points de dissensions sur l'Europe. Dans le cas de la Grande-Bretagne et la France, la preuve de l'existence de clivage n'est plus à faire. La part croissante des « Eurosceptiques » dans le Parti conservateur britannique et la création en France du RPF l'illustrent bien. Cet anti-eupéanisme de droite s'alimente à diverses sources, celle du nationalisme, parfois rebaptisé « souverainisme », particulièrement fort dans les « vieilles nations » européennes, mais celle également, celle d'un libéralisme qui justifie l'opposition aux logiques européennes d'intervention sociale (la critique de l'Europe menée par Edmund Stoiber s'appuie, par exemple, essentiellement sur celle du « modèle social » européen).

Mais l'effet de la question européenne sur les partis de la droite européenne doit aussi être cherché dans la direction des usages du « consensus européen » dans les processus de relégitimation de partis discrédités par leur histoire ou leurs alliances. Dans le cas du Partido Popular espagnol, la rupture avec le passé franquiste n'a pas été radicale. La transformation a été mise en scène par la ritualisation du renouvellement des générations, symbolisé par l'arrivée de José Maria Aznar et sous la forme classique d'une refondation partisane. Elle a également été menée en mettant en avant les convictions européennes, vecteur de consensus à moindre coût, au sein du parti et source de respectabilité à l'extérieur. Parallèlement à cet exemple espagnol, on pourrait également réfléchir sur le cas de l'ÖVP autrichien ou de Forza Italia qui ont développé des stratégies européennes pour faire oublier des alliances peu légitimes.

**Quelle place et quelle légitimité la relation avec le patronat a-t-elle dans les organisations de droite ?**

Au programme de cet atelier, la question des liens que les partis de droite entretiennent avec le milieu patronal est le thème sur lequel il a été le plus difficile de susciter des contributions, en particulier en France. Et pourtant l'analyse de la relation sociale qui se noue entre les partis politiques et les organisations ou les milieux patronaux est un point décisif qui peut d'ailleurs être abordée sous différents angles. Une telle recherche pourrait, par exemple, porter sur l'analyse du lobbying et de son rôle dans l'infléchissement des positions parlementaires ou des programmes partisans (l'influence des prises de positions du MEDEF sur les programmes présidentiels de la droite française en est l'exemple le plus récent), sur la place des chefs d'entreprises dans le recrutement des élites (ainsi sur 47 députés français se revendiquant comme chefs d'entreprise, 37 sont membres des trois groupes de l'opposition), sur l'analyse localisée des relations entre partis et milieu patronal. Le chantier est vaste et encore largement à défricher, c'est pourquoi je voudrais simplement ici suggérer les bénéfices que l'on pourrait tirer d'une approche comparative sur cette question.

La diversité des types de relations entre partis de droite et patronat semble, en effet, évidente. Schématiquement, on peut distinguer d'abord le cas de figure britannique, où le partage des rôles était jusqu'à récemment bien établi : les syndicats étant partie prenante du Parti travailliste, les liens du Parti conservateur avec les organisations patronales en étaient comme la contrepartie. L'exemple de la CDU caractérise une configuration d'un tout autre type puisque différentes branches professionnelles (représentants les employés mais aussi le patronat) sont intégrées à l'intérieur même du parti. Elles interviennent parfois massivement et en tant que telles dans les jeux de pouvoir internes et dans l'élaboration des programmes. La CDU, dans la lignée d'une conception nourrie de catholicisme social, associe –mais, par conséquent, met aussi en rivalité– au sein de ses structures internes des représentants des employés et des employeurs. A côté, de ces deux types de configuration, l'exemple de Forza Italia tranche dans la mesure où il ne s'agit pas, à proprement parler, d'une manifestation des liens entre parti conservateur, mais plus franchement, d'une illustration de l'instrumentalisation par un entrepreneur d'une organisation partisane. Enfin, la caractérisation des liens qu'entretiennent les partis de la droite française avec le patronat apparaît plus difficile à établir. Cette difficulté tient évidemment au manque de travaux, mais aussi à la faible institutionnalisation de ces liens qui mettent surtout en jeu des proximités sociales, personnelles ou familiales. De ce point de vue, la transformation du MEDEF et son implication publique dans l'actuelle campagne présidentielle indiquent clairement que ce qui se joue est bien la légitimité à parler dans l'arène politique « en tant que patrons » et que ce changement a une incidence directe sur les partis de droite<sup>4</sup>.

Andolfatto (Dominique), Greffet (Fabienne) Olivier (Laurent) dir.[2001], *Les partis politiques. Quelles perspectives ?*, Paris, L'Harmattan.

Dalton (Russel.J), Wattenberg (Martin.P) ed. [2000], *Parties without Partisans. Political Change in Advanced Industrial Democracies*, Oxford-New York, OUP.

---

<sup>4</sup> Sur la légitimité des partis de droite à parler au nom des entrepreneurs dans l'arène parlementaire, voir Haegel 2001b.

- Haegel (Florence) [2001a] “A la recherche de la “densité” des phénomènes organisationnels : l'exemple du RPR” in Andolfatto (Dominique), Greffet (Fabienne), Olivier (Laurent) dir., *Les partis politiques. Quelles perspectives ?*, Paris, L'Harmattan, pp.83-98.
- Haegel (Florence) [2001b], « L'opposition entre libéralisme et contractualisme. Stratégies, arguments et modes de légitimation de l'UDF et du RPR », in Groux, Guy dir., *L'action publique négociée. Approches à partir des « 35 heures »-France-Europe*, Paris, L'Harmattan, pp. 52-81.
- Hanley (David), *Christian democracy in Europe : a comparative perspective*, London, Pinter, 1994.
- Hix (Simon), Lord (Christopher) [1997], *Political Parties in the European Union*, New York, Saint Martin Press.
- Katz (Richard .S), Mair (Peter), « Changing Models of Party Organization and Party Democracy » [1995], *Party Politics*, 1(1), pp.5-28.
- Lazar (Marc) [2001], « Cultures politiques et partis politiques en France », in Cefaï (Daniel), *Cultures politiques*, Paris, pp. 169-189.
- Mair (Peter) [2000], « The limited impact of Europe on National Party Systems », *Western European Politics*, special issue on « Europeanised Politics ? European Integration and National Political Systems, Goetz (Klaus H.), Hix (Simon) eds., 23(4), pp. 27-51.
- Panbianco (Angelo), [1988], *Political Parties : Organization and Power*, Cambridge, CUP.
- Offerlé (Michel) [1987], *Les partis politiques*, Paris, PUF/Que sais-je ?.
- Sawicki (Frédéric), “Les partis politiques comme entreprises culturelles, in in Cefaï (Daniel), *Cultures politiques*, Paris, pp. 191-211..
- Scarrow (Susan. E) [1996], *Parties and their Members. Organizing for Victory in Britain and Germany*, Oxford, O.U.P.
- Wilson (Frank.L), *The European center-right at the end of the twentieth century*, New-York, St Martin Press, 1998.